



ENSEMBLE, TOUT EST POSSIBLE

CCCSO Mise à jour sur la mobilisation des membres 2012

Numéro 7

Le 28 septembre 2012

Consœurs et confrères,

Le dimanche 23 septembre, plus de 320 travailleuses et travailleurs de l'éducation du SCFP travaillant dans les conseils scolaires se sont réunis pour une réunion des dirigeantes et dirigeants, à Toronto. Les personnes déléguées de partout dans la province ont rempli la salle et étaient solidaires dans leur engagement à défendre l'enseignement public et la libre négociation collective. Le but de la réunion était d'informer les membres à la suite de l'adoption du projet de loi 115 – la *Loi donnant la priorité aux élèves* – et de discuter de façons d'aller de l'avant et de lutter.

Le projet de loi 115 cherche à éliminer le droit à la libre négociation collective pour tous les travailleurs et travailleuses de l'éducation en Ontario en imposant une entente qui a été conclue entre l'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens et le gouvernement.

La réunion a débuté à 10 h 00 précises par des présentations et un mot de bienvenue de la présidente du CCCSO, Terri Preston. Au cours de la première partie de la matinée, Terri a informé les personnes déléguées des derniers développements depuis la réunion des dirigeantes et dirigeants du 9 juin dernier, ce qui nous a amené là où nous en sommes, aujourd'hui. Elle a ensuite consacré un peu de temps à expliquer l'entente conclue par l'Association des enseignantes et des enseignants catholiques anglo-ontariens et les raisons pour lesquelles cette entente ne fonctionne pas pour les travailleuses et travailleurs de soutien du SCFP dans le secteur de l'éducation.



Par la suite, le coordonnateur du CCCSO, Brian Blakeley, a présenté les membres du personnel aux affaires légales du SCFP, Elizabeth Nurse et Gavin Leeb, qui avaient pour tâche d'expliquer les conséquences du projet de loi 115 pour nos membres ainsi que le rôle du SCFP dans la contestation constitutionnelle. Il est clair que le projet de loi 115 est une attaque sans précédent contre les droits des travailleuses et travailleurs et le SCFP conteste le projet de loi avec chaque ressource disponible.

Par la suite, les personnes déléguées ont entendu le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn, qui a parlé du programme plus vaste du gouvernement et des raisons pour lesquelles nous devons lutter. Il nous a rappelé que nous aurons besoin de l'appui de toutes les personnes membres afin de nous montrer forts contre ce projet de loi d'intimidation. « Cette loi est une des plus injustes, inévitables et déraisonnables jamais vue. C'est pourquoi nous devons être clairs en choisissant consciemment de nous tenir debout contre l'intimidation et jusqu'à ce que le gouvernement recule. Pour ce faire, nous devons parler directement à chaque membre du SCFP des conseils scolaires en Ontario. Ils sont notre plus grande ressource, notre arme la plus puissante. Nous n'avons peut-être pas réussi à contrôler Dalton McGuinty, Tim Hudak et leur adoption du projet de loi 115 – mais nous pouvons contrôler la façon dont nous nous tenons debout et luttons! »

Après le lunch, le président national du SCFP, Paul Moist, s'est adressé aux dirigeantes et dirigeants : « La négociation collective et la défense des droits des travailleuses et travailleurs sont la raison pour laquelle les syndicats existent. Le projet de loi 115 cherche à dicter un résultat prédéterminé et nous ne l'accepterons jamais. Nos membres sont notre force. Nous ne serons pas réduits au silence, nous ne baisserons pas la tête et nous nous tiendrons debout pour lutter pour nos droits collectifs. »

Il a affirmé que c'est une période importante pour notre syndicat et il a affecté les ressources du SCFP national pour nous aider dans cette lutte.

Un plan d'action a été présenté aux personnes déléguées, plan qui contenait trois sections : une stratégie de négociation, le rôle des sections locales dans la contestation judiciaire et la mobilisation des membres. Une résolution a été débattue et adoptée pour soutenir ce plan d'action.

À la levée de la réunion, le niveau d'énergie était élevé alors que les membres étaient impatients de retourner dans leurs collectivités et de prendre des mesures pour défendre l'enseignement public et la libre négociation collective. Accorder l'attention aux élèves en premier lieu est une priorité pour ces membres et notre secteur est prêt à lutter. Allant de l'information à l'éducation des membres et des collectivités afin qu'ils exercent des pressions sur les représentantes et représentants élus, à la participation à des événements, les sections locales feront participer les membres au travail, au sein de leurs collectivités et aux stratégies provinciales pour protéger les bons emplois, les services publics et les droits à la négociation.

On invite les membres à communiquer avec la conseillère ou le conseiller au soutien à la négociation du CCCSO de leur région afin de partager des initiatives de mobilisation créatives qui sont en cours dans leur région. Pour obtenir plus d'information sur le projet de loi 115 et pour savoir comment participer afin de défendre l'enseignement public et la libre négociation collective, visitez **cupe.on.ca/supporteducation**.

Nous comptons sur vous pour transmettre un message clair et uniforme à nos membres. Veuillez distribuer nos mises à jour sur la négociation et la mobilisation à vos membres et affichez-les dans votre lieu de travail dès que vous les recevez. L'information est le pouvoir, et avoir des membres bien informés est la clef de notre succès à la table de négociation.

En toute solidarité,

Votre Comité de coordination des conseils scolaires de l'Ontario